

Index AI : PRE01/202/2011  
12 April 2011

## **Irak. Les autorités doivent faire cesser les agressions contre des manifestants**

Les autorités irakiennes doivent faire cesser les agressions contre des manifestants pacifiques qui réclament des emplois, l'amélioration des services publics, l'élimination de la corruption et des réformes politiques, a indiqué Amnesty International mardi 12 avril dans un nouveau rapport.

Ce document – intitulé [\*Days of Rage: Protests and Repression in Iraq\*](#) – regroupe des informations sur les circonstances dans lesquelles les forces irakiennes et kurdes ont abattu des manifestants, dont trois adolescents, menacé, arrêté et torturé des militants politiques, et pris pour cible des journalistes couvrant les manifestations.

« Les autorités irakiennes doivent cesser de recourir à des manœuvres d'intimidation et à la violence contre les Irakiens qui appellent pacifiquement à des réformes politiques et économiques, a déclaré Malcolm Smart, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

« Huit ans après la chute du régime d'oppression extrême mis en place de longue date par Saddam Hussein, il est grand temps que les Irakiens puissent exercer leurs droits de manifester pacifiquement et de s'exprimer librement sans avoir à craindre la violence des forces de sécurité gouvernementales. Les autorités, à Bagdad comme dans la région du Kurdistan, doivent mettre fin à la répression violente. »

Amnesty International a eu accès à des vidéos démontrant que les forces de sécurité avaient eu recours à une force excessive à plusieurs reprises, en utilisant des munitions réelles qui auraient fait plusieurs victimes parmi les manifestants.

Une vague de manifestations a débuté en Irak à la mi-2010. Elle visait à dénoncer le fait que les pouvoirs publics fédéraux ne pourvoient pas aux services de base comme l'eau et l'électricité. Le gouvernement irakien et le gouvernement régional du Kurdistan ont réagi en adoptant des réglementations qui accordaient aux autorités le pouvoir discrétionnaire de décider qui avait le droit de manifester.

Cependant, les mouvements populaires nés en Tunisie et en Égypte début 2011 ont encouragé les Irakiens à défier ces nouvelles restrictions.

Le 16 février, plusieurs personnes – dont un adolescent – ont été tuées dans la ville de Kut, au sud-est de Bagdad, lors de rassemblements qui avaient pourtant débuté de manière pacifique. Les manifestants réclamaient l'amélioration des services de base, notamment l'approvisionnement en eau et en électricité.

Le 17 février, un rassemblement a été autorisé à Sulaymaniyah, sur la place Sara, désormais appelée « Azadi » (place de la Liberté) par les manifestants. Des munitions réelles ont été utilisées et un adolescent de 15 ans, Rezhwan Ali, a été touché à la tête. Il est mort sur le coup.

Les manifestations ont atteint leur paroxysme le 25 février. Lors de cette « journée de rage », des dizaines

de milliers de personnes ont défilé dans les villes de tout l'Irak, notamment dans la région du Kurdistan.

Rien qu'à Mossoul, cinq personnes auraient été abattues. L'une d'elles était Muataz Muwafaq Waissi. Cet homme, marié et père d'un enfant, aurait reçu une balle dans la tête tirée par un sniper.

Dans la région du Kurdistan, au moins six personnes sont décédées parce que les forces de sécurité kurdes ont eu recours à une force excessive.

Par ailleurs, Amnesty International a découvert des éléments troublants qui font état d'agressions ciblées contre des militants politiques, d'actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements infligés à des personnes arrêtées en marge des manifestations, et d'attaques ou de menaces visant des journalistes, des médias, des détracteurs du gouvernement, des universitaires et des étudiants.

Le 30 mars, les autorités fédérales ont annoncé que les forces de sécurité sous leur commandement avaient l'ordre de ne pas utiliser leurs armes à feu contre des manifestants, sauf en cas d'autodéfense. Pourtant, quelques jours plus tard, ces dernières ont tiré à balles réelles sur des Iraniens habitant dans le camp d'Ashraf, au nord de Bagdad. Au moins 30 personnes auraient été tuées et il y aurait eu de nombreux blessés.

« Les gouvernements de Bagdad et de la région du Kurdistan doivent reprendre le contrôle de leurs forces de sécurité, enquêter sur le recours à une force excessive, les homicides et les blessures qui ont été la conséquence, ainsi que sur les actes de torture et les autres formes de mauvais traitements infligés à des manifestants, et traduire en justice les responsables présumés de ces agissements, a ajouté Malcolm Smart.

« Pour désamorcer les tensions dans l'ensemble du pays et restaurer la confiance du peuple, il faut apporter la vérité et la justice, et accorder réparation à ceux dont les droits ont été bafoués. »